

## 2 Politique

# Congrès de l'Alliance pour le changement et le Renouveau (ACR) Ben Moubamba renonce à l'UPG



Le président de ces assises, Roger Mouloungui lors de son mot d'ouverture.



Bruno Ben Moubamba (c), ratifiant l'acte fondateur de sa tendance de l'UPG.

SM

Libreville/Gabon

**Les assises organisées, samedi, par la tendance de l'Union du peuple gabonais (UPG) dirigée par Bruno Ben Moubamba, ont donné naissance à une nouvelle formation politique baptisée "Alliance pour le changement et le renouveau (ACR)". Sans surprise, le néo vice Premier ministre a été désigné président dudit parti, par l'ensemble des congressistes.**

**C'EST** désormais de l'histoire ancienne entre Bruno Ben Moubamba et l'Union du peuple gabonais (UPG). La tendance dissidente que dirigeait ce dernier a été refondée, le week-end écoulé, au terme d'un congrès qui s'est déroulé au quartier Awendjé, dans le quatrième arrondissement de Libreville. Non loin du siège mythique du parti de Pierre Mamboundou.

"L'UPG - Bruno Ben Moubamba" devient officiellement l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR). Avec pour président, bien sûr, Bruno Ben Moubamba. Même s'ils disent tous vouloir continuer le combat mené par feu le président-fondateur de l'UPG, il semble que le nouveau vice-Premier ministre et les siens aient opté pour un nouveau départ. «*Nous abandonnons notre vieille peau pour renaître jeunes*», s'est exprimé le président du nouveau parti politique. Tout en invitant les adhérents à se tourner vers l'avenir. «*Il ne faut plus se perdre à regarder le passé car, le passé est dépassé*», a formulé le désormais leader de l'ACR. Cette nouvelle formation politique, qui se veut du Centre, entend donc jouer sa partition dans le développement du Gabon aux côtés du pouvoir en place. «*Je vais être clair, a dit le nouvel allié du pouvoir en*

*place, les Pdgistes sont nos frères et nos sœurs y compris les Bongo, que cela plaise ou pas. C'est pourquoi, nous allons construire le Gabon avec tout le monde. Il n'y aura pas d'exclusion*». Toute chose qui, selon Ben Moubamba, justifie son entrée au gouvernement. En ouverture des travaux, le président du congrès, Roger Mouloungui n'a pas manqué d'évoquer le contexte et les raisons qui ont conduit à la tenue de ces assises. Notamment, ces querelles qui ne cessent de gangrener l'Union du peuple gabonais (UPG) dans son ensemble, depuis la disparition de son président-fondateur. «*Cette image de parti divisé à la lisibilité brouillée au regard des objectifs de départ, n'était plus de nature à donner à l'UPG actuelle, son rayonnement jadis envié*», a expliqué le président du congrès. *Et de poursuivre : «Avec pour corollaire, le départ de plusieurs militants*



Une vue partielle des congressistes et autres invités.

*et sympathisants, vers d'autres formations politiques*». Pour l'heure, en attendant la composition de son bureau exécutif, notons que l'ACR compte au nombre de ses membres fondateurs, Bruno Ben Moubamba, Roger Mouloungui, Brendts Kombila Moussavou, Bernadette Bouroubou Koumba, Asseko Mba Gas-

ton et Issa Gabriel Nyamuneye. Soit un président et cinq vice-présidents. Le reste suivra. A rappeler également que depuis le décès de Pierre Mamboundou, le défunt leader charismatique de l'UPG, trois tendances se disputaient le parti. L'une dirigée par Mathieu Mboumba Nziengui qui en

conserve le patrimoine dont le siège d'Awendjé. L'autre pilotée par Bruno Ben Moubamba, laquelle s'est désormais muée en ACR. Et la troisième est sous l'autorité de Jean de Dieu Mouckagni Iwangou. Cette dernière est plutôt proche de Jean Ping, contrairement aux deux autres.

## Majorité républicaine et sociale pour l'émergence/Entretien avec le président de Gabon Avenir " Nous devons maintenant être moins agressifs dans nos déclarations "

R.H.A

Libreville/Gabon

**MONSIEUR** Célestin Odounga, le président de Gabon Avenir, un parti politique de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, famille politique qui soutient le président Ali Bongo Ondimba, s'est exprimé, récemment, sur la situation politique du Gabon au sortir de la dernière échéance présidentielle. Au cours de cet entretien avec la presse, il a évoqué deux grands points saillants de l'actualité politique dans notre pays. Notamment, l'appel au dialogue lancé par le chef de l'Etat et le maintien de la cohésion au sein

de la majorité républicaine. Selon lui, l'appel au dialogue consiste à attirer les populations vers une vision commune pour le développement de notre pays. «*Cette initiative de la main tendue vise essentiellement à dialoguer avec nos adversaires politiques ; à faire en sorte que nous-mêmes qui sommes à l'intérieur de la majorité dans nos démarches de soutien à la main tendue, nous ne donnions pas l'impression que quelque part la main tendue du chef de l'Etat n'a rien de sincère, au contraire. Dans ce sens, nous devons être moins agressifs dans nos déclarations et autres sorties*. Et le leader de Gabon Avenir de poursuivre : «*Nous avons une grande partie de la population qui est là et a*



Célestin Odounga, président de Gabon avenir.

*voté pour notre adversaire. C'est pourquoi le chef de l'Etat appelle au changement. Cette démarche consiste à impliquer dans la construction du pays, aussi bien la population qui l'a choisi que celle qui a voté pour son adversaire. Ce qui*

*veut dire que dans notre gouvernance nous devons tenir compte de cette partie de la population particulière qui a voté pour l'adversaire de notre champion. Les chiffres nous montrent que notre candidat a gagné, et ils montrent également*

*qu'il doit tenir compte de l'autre partie de la population et ne pas les mettre à l'écart*." A propos des réactions de certains adversaires du chef de l'Etat, l'homme a eu ces mots : «*Les réactions de Bruno Ben Moubamba et Ndemezo Obiang sont des réactions positives à l'appel au dialogue*». A ses yeux, cette démarche au profit du dialogue consiste à aller vers l'autre et lui donner la possibilité de s'exprimer. La deuxième étape de cet entretien avec la presse a permis au président de Gabon Avenir de passer en revue quelques questions qui empêchent le bon fonctionnement de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. «*Il y a des questions qu'il faut que nous arrivions à résoudre,*

*a-t-il dit. Je fais allusion aux questions de solidarité à l'intérieur de notre famille politique, du choix des membres, du partage des responsabilités politiques, administratives, gouvernementales. Ce sont des questions que nous devons aborder quand nous sommes ensemble*». Ce sera fait lors d'une prochaine rencontre des membres de la majorité. Ce parti qui existe depuis 1990 entend accompagner le chef de l'Etat dans sa vision pour ce nouveau septennat. Avant de clore l'entretien, Célestin Odounga n'a pas manqué de préciser que son parti, vieux de 26 ans, se porte aussi bien qu'avant ; il enregistre davantage de membres et sympathisants.